



DES ENTREPRISES DE PLUS EN PLUS TOURNÉES VERS L'EXPORTATION

En France, le PIB a progressé de 2,1% en 2006. En Franche-Comté, la production est dynamique dans les biens d'équipement, mais enregistre un net repli dans la filière automobile. Les exportations progressent de façon soutenue. L'activité recule temporairement dans le bâtiment, mais est dynamique dans les travaux publics. Le secteur agricole bénéficie de la bonne tenue des prix. Plusieurs années de faible croissance de la production industrielle régionale ont entraîné une hausse des défaillances d'entreprises. Les effectifs salariés progressent de 0,1% en 2006 après une baisse de 0,2% l'année précédente.

L'industrie franc-comtoise a présenté un visage contrasté tout au long de l'année 2006. La plupart des secteurs industriels ont

bénéficié d'une demande soutenue, tandis que la filière automobile enregistrait un repli important de son activité.

Des exportations bien orientées

La demande étrangère est restée soutenue dans la plupart des secteurs. Hors

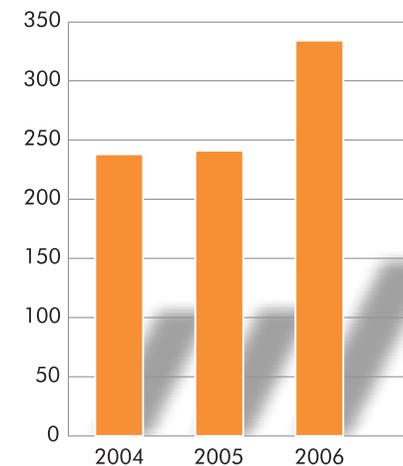
construction automobile, les exportations ont progressé de 9,4% en 2006. Si une part de cette hausse est liée au dynamisme des biens d'équipements, elle provient également d'une forte progression du nombre d'entreprises qui se tournent vers l'exportation. Ainsi, selon la direction régionale du Commerce extérieur, 334 entreprises exportent pour plus de 1 million d'euros de chiffres d'affaires en 2006, alors qu'elles n'étaient que 241 l'année précédente.

Industrie : espoir de reprise dans l'automobile

Au quatrième trimestre, les capacités de production sont fortement utilisées dans les industries de biens d'équipements pour répondre à une demande dynamique. Les carnets de commandes sont bien remplis, aussi bien sur le plan intérieur qu'à l'exportation, et assurent une bonne visibilité aux industriels. Les perspectives

restent très favorables pour les prochains mois. Dans les biens de consommation, l'activité est globalement mieux orientée dans les équipements du foyer. La campagne de Noël a été satisfaisante dans le jouet et les carnets de commandes sont bien garnis (voir encadré). Les industries du meuble font face à une importante concurrence étrangère, la demande est peu dynamique dans l'imprimerie-édition. Dans les industries de biens de consommation, les in-

Forte croissance du nombre d'entreprises exportant pour plus de 1 million d'euros en 2006



Source : DRCE

dustriels restent prudents sur leur activité en ce début d'année.

Dans les biens intermédiaires, les cadences sont stables. Les entreprises travaillant en amont de la filière automobile éprouvent néanmoins des difficultés. La hausse des prix des matières premières ralentit en fin d'année, ce qui devrait permettre aux entreprises du secteur d'enregistrer de moindres tensions sur leurs marges. Les perspectives pour le début 2007 sont favorablement orientées.

En 2006, les chaînes du site de Peugeot à Sochaux ont produit 330 000 véhicules, en baisse de 20% en un an. La production d'automobiles est revenue en dessous de son niveau de 2001. La fabrication des modèles 307 et 607, tous deux en fin de vie, et ce malgré un niveau de ventes encore soutenu du premier modèle, explique largement le recul de la production. Le

rapatriement de la production de 307 en provenance du site de Mulhouse devrait permettre à l'activité du site de mieux résister au 1^{er} semestre. Le lancement de la 308, qui sera présentée en juin au salon de Francfort, devrait ensuite permettre d'inverser la tendance. En attendant, de nombreux sous-traitants et équipementiers éprouvent des difficultés à traverser cette période de fin de cycle. Ainsi Delphi devrait prochainement fermer son site d'Étupes. De nombreuses entreprises de la filière cherchent à se diversifier à l'international.

Les prix des céréales s'envolent

L'activité dans les industries agroalimentaires est restée soutenue, aussi bien dans la filière viande que dans le lait. La faible récolte de fourrage en 2006 aura finalement

Des rendements moindres en 2006				
Rendement	2004	2005	2006	Moyenne 1997-2005
Blé tendre	79	66	60	66
Orge	70	57	51	56
Avoine	44	38	41	45
Maïs	93	81	68	82
Colza	36	30	28	32
Tournesol	29	29	24	27

Unité : q/ha
Sources : SRISE - SAA et SAP

moins pesé sur la trésorerie des éleveurs que prévu. La météo, particulièrement douce cet automne, aura permis de laisser les bêtes au pré. Les rendements des troupeaux en a été amélioré. Ainsi, la collecte de lait (2 400 hectolitres) progresse de 3,0% au 4^e trimestre 2006 par rapport à la même période de l'année précédente. Elle reste néanmoins en baisse de 1,5% sur un an. Le prix du lait standard est, quant à lui, en baisse de 4,2% sur un an. La production de comté a été maîtrisée, ce qui a permis aux stocks de reculer et aux prix de se stabiliser. Les cours de la vache de type Montbéliarde ont enregistré une baisse saisonnière en

fin d'année. Ils s'établissent à 2,74 euros par kilo en décembre, en hausse de 10,9% sur un an. Après le désengagement de la société Arcadie de l'abattoir de Besançon, celui de Voujeaucourt a été placé en liquidation judiciaire. 90% des abattages se font désormais en dehors de la région. Pour les ovins, la fête d'Aïd el Kébir tombant en décembre a dynamisé la demande, permettant aux prix de remonter en fin d'année. Les rendements de céréales sont restés en 2006 en deçà de leur moyenne de longue période. En revanche, les prix se sont envolés, même si, après avoir atteint des sommets en novembre, une légère baisse a été enregistrée en décem-

Smoby : rachat en vue par MGA entertainment

Après une année 2005 en retrait, le groupe Smoby a enregistré une croissance de son activité en 2006 et les carnets de commandes sont assez bien garnis pour ce début d'année. Néanmoins, le groupe Smoby, qui compte 2 750 emplois dont une proportion importante dans le Jura, a demandé à être placé en procédure de sauvegarde. À la suite d'opérations de croissance externe, avec notamment le rachat de l'entreprise Berchet en 2003, le groupe enregistre un endettement important (environ 250 millions d'euros) et éprouve des difficultés pour rembourser ses emprunts. Trois propositions de reprise ont été proposées par un consortium de créanciers mené par la Deutsche Bank, par le chinois Cornerstone et par l'américain MGA entertainment. C'est ce dernier, fabricant des poupées Bratz, qui a été retenu par le groupe. Le tribunal de commerce de Lons-le-Saunier a statué sur cette proposition de reprise et il reste à trouver un accord avec les créanciers.

bre. Les prix français étaient devenus trop élevés et, de ce fait, moins compétitifs sur le marché mondial. S'y sont ajoutées des ventes massives effectuées par l'Union européenne sur le marché communautaire. Le prix du blé a progressé en 2006 de 22,5% et celui des oléagineux de 15,0%. La bonne tenue des cours a vraisemblablement joué un rôle positif sur

la hausse des surfaces mises en semis. Ainsi, les semis en blé tendre d'hiver ont progressé de 11%, ceux de colza d'hiver de près de 4%. En raison de la spécialisation en élevage bovin de la région, l'augmentation du revenu net d'entreprise agricole par actif non salarié serait comprise entre +5 et +10% hors inflation, contre +15% au niveau national.

Bâtiment : des mises en chantiers au plus bas depuis mars 2005

	Logements commencés de mars 2006 à février 2007					
	Individuels		Collectifs		Ensemble	
	Nombre de logements mis en chantier	Évolution 12 mois (%)	Nombre de logements mis en chantier	Évolution 12 mois (%)	Nombre de logements mis en chantier	Évolution 12 mois (%)
Doubs	2 061	- 9,0	1 141	- 31,0	3 202	- 18,3
Jura	1 222	- 0,5	340	- 31,3	1 562	- 9,3
Haute-Saône	1 153	- 10,3	299	+26,2	1 452	- 4,7
Territoire de Belfort	478	+2,6	307	- 31,0	785	- 13,8
Franche-Comté	4 914	- 6,3	2 087	- 26,3	7 001	- 13,3

Source : direction régionale de l'Équipement - SITADEL

Repli dans le bâtiment, dynamisme des travaux publics

Dans le bâtiment, 7 000 logements ont été mis en chantiers de mars 2006 à février 2007, en baisse de 13,3% sur un an. Ce recul atteint 6,3% dans la construction pavillonnaire et 26,3% dans celle d'appartements. Après un niveau record atteint fin 2005, le marché est entré dans une phase de consolidation. Les mises en chantiers sont revenues à leur niveau du printemps 2005. Parmi les départements, la Haute-Saône (- 4,7%)

grâce au dynamisme de la construction d'appartements et, dans une moindre mesure, le Jura (- 9,3%) résistent un peu mieux qu'en moyenne dans la région. Le Doubs enregistre le plus fort repli (- 18,3%). Cette situation devrait cependant être temporaire. Les autorisations de construire ont, en effet, fortement rebondi depuis la fin août. Elles s'établissent à 9 373 de mars 2006 à février 2007, ce qui constitue un niveau record. La progression concerne surtout la construction pavillonnaire. La remontée progressive des taux d'intérêts fixés par la Banque Centrale Euro-

péenne depuis la fin 2005 n'a visiblement pas freiné, dans la région, l'appétence des Francs-Comtois pour la maison individuelle. La concurrence des banques dans le domaine du crédit est forte, ce qui a limité l'impact des hausses de taux, tandis que la durée moyenne des emprunts tend à s'allonger. Il est vrai que les prix immobiliers restent orientés à la hausse, malgré une tendance au ralentissement. Ainsi, selon l'indice des prix Notaires-INSEE, les prix des logements anciens augmentent de 8,6% en 2006, en Franche-Comté, après une hausse de 13,0% un an auparavant.

928 000 m² de bâtiments à usage professionnel ont été mis en chantier de mars 2006 à février 2007, en hausse de 4,1% en un an. La hausse de l'investissement en bâtiment est notamment forte dans le secteur agricole. Les perspectives sont encourageantes puisque 1 041 000 m² ont été autorisés (+3,8% sur un an) au cours de la période. Aux chantiers routiers déjà en cours est venu s'ajouter le lancement des travaux de la Ligne à Grande Vitesse. L'importance de ces travaux a permis de dynamiser le secteur des travaux publics, générant des besoins d'embauche importants. Le dynamisme de l'emploi dans les travaux publics depuis quelques mois devrait ainsi se poursuivre au premier semestre. Après quatre ans de repli, les immatriculations de véhicules neufs semblent

Tourisme : une année 2006 difficile

Les hôtels francs-comtois ont comptabilisé 1 955 000 nuitées en 2006, en baisse de 6,0% sur un an. Il s'agit du plus mauvais résultat des régions métropolitaines. La clientèle étrangère a boudé l'hôtellerie régionale. Seules 308 000 nuitées étrangères ont été enregistrées dans l'hôtellerie franc-comtoise (- 11,9% en un an), soit moins de une nuitée sur six. Les résultats ne sont pas plus encourageants pour la clientèle française avec une baisse de 4,8% du nombre de nuitées vendues. Le recul de la fréquentation de la clientèle de loisirs est presque deux fois plus fort que celui de la clientèle d'affaires. Cette dernière représente dorénavant 56,5% des nuitées hôtelières.

C'est dans le département du Jura que le repli est le moins fort (- 2,2%), alors qu'il dépasse 6% dans le Doubs et le Territoire de Belfort et même 11% en Haute-Saône.

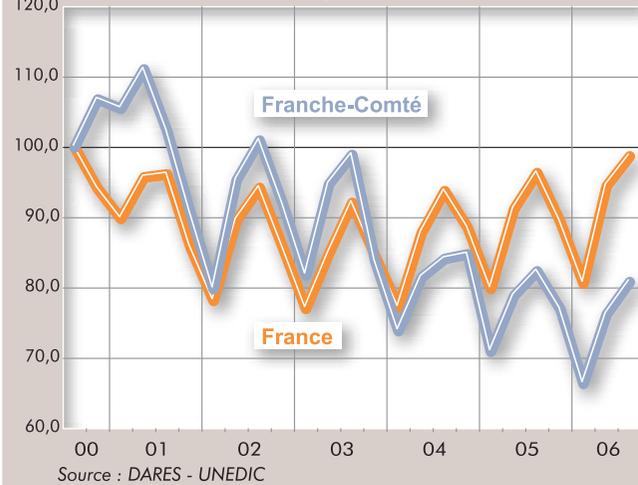
La saison estivale (mai à septembre) n'a pas été plus favorable pour les campings francs-comtois, avec 1 140 000 nuitées vendues, en baisse de 3,8% en un an.

Rebond des immatriculations

mieux orientées. Sur l'ensemble de l'année 2006, elles ont progressé de 0,7%, contre une baisse de 3,3% en Métropole. Cette progression est le fruit d'une franche accélération en fin d'année. Ainsi, sur le seul 4^e trimestre, la hausse atteint 19,6%. Cette tendance semble se confirmer sur les deux premiers mois de l'année.

Les ventes devraient par ailleurs être dynamisées lors du lancement de la 308 produite dans la région. Cette augmentation des immatriculations bénéficie exclusivement aux véhicules diesel. Au 4^e trimestre 2006, la part de marché des véhicules diesel atteint 75,4% contre 70,8% un an plus tôt. Les véhicules de marques françaises regagnent

L'emploi intérimaire franc-comtois en perte de vitesse



également 3 points de parts de marché à 70,5%.

Dans le transport, les plans de charge sont satisfaisants.

Les entreprises de ce secteur ont bénéficié du recul des produits pétroliers, ce qui leur a permis de diminuer la pression sur leurs marges.

Au 3^e trimestre 2006, 14 235 intérimaires en équivalents temps plein ont travaillé dans

les entreprises de la région, en recul de 1,9% par rapport au même trimestre de l'année précédente. Néanmoins,

Léger recul du nombre d'intérimaires au 3^e trimestre 2006

des contrastes importants existent en fonction des secteurs. Le nombre d'intérimaires diminue de 2,6% dans l'industrie après une baisse de 6,8% un an auparavant. Le recours à l'intérim augmente de plus de 20% pour la deuxième année consécutive

dans les industries de biens d'équipements et reste stable dans celles de biens intermédiaires. En revanche, le recul s'accroît dans les industries de biens de consommation. Les effectifs travaillant dans l'automobile reculent de plus de 12% pour la deuxième année consécutive. La hausse des effectifs intérimaires progresse de nouveau d'environ 8% dans le commerce. Dans la construction, la progression des effectifs intérimaires ralentit (+2,2%). Dans les services, le recours à l'intérim diminue de 9,7% pour revenir à son niveau de 2004.

Le recul du nombre d'intérimaires en équivalent temps plein a lieu alors même que le nombre de contrats conclus au cours du trimestre a progressé de 4,7%. La durée moyenne des contrats sont ainsi plus courte, ce qui traduit un moindre recours des entreprises industrielles à l'intérim. En effet, les contrats sont généralement plus long

Forte hausse des défaillances en fin d'année

4 300 entreprises ont été créées en 2006, en repli de 2,3%. Le recul concerne aussi bien les créations pures (-1,6%) que les reprises et réactivations (-3,7%). La Franche-Comté enregistre ainsi le plus mauvais résultat des régions de métropole. Au niveau national, le nombre de créations d'entreprises augmente de 1,7%. Cette situation est à relativiser, le phénomène inverse ayant été observé en 2005. De 2001 à 2006, les créations d'entreprises ont ainsi progressé de 26,3% contre 19,7% en métropole.

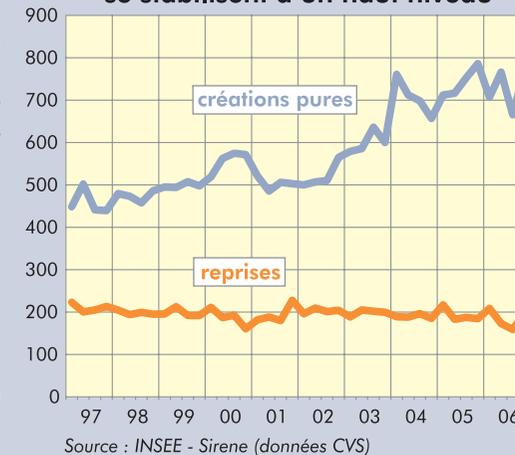
En 2006, 655 procédures de défaillances ont été publiées par les tribunaux de commerce franc-comtois, en hausse de 10,6% en un an. Au niveau national, leur nombre diminue de 7,1%. On note une forte accélération au 4^e trimestre, un tiers des défaillances de l'année ayant été publiée au dernier trimestre. Cette situation semble se poursuivre au début de 2007. Tous les secteurs d'activité à l'exception du commerce enregistrent de fortes hausses du nombre de défaillances. Plusieurs éléments concourent à cette progression. Tout d'abord, la crise industrielle amorcée en 2001 a fragilisé certaines entreprises. Les difficultés des sous-traitants et des équipementiers

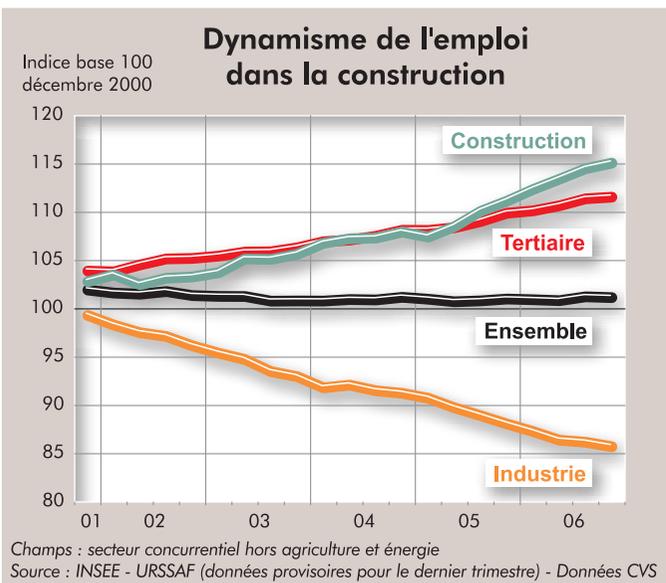
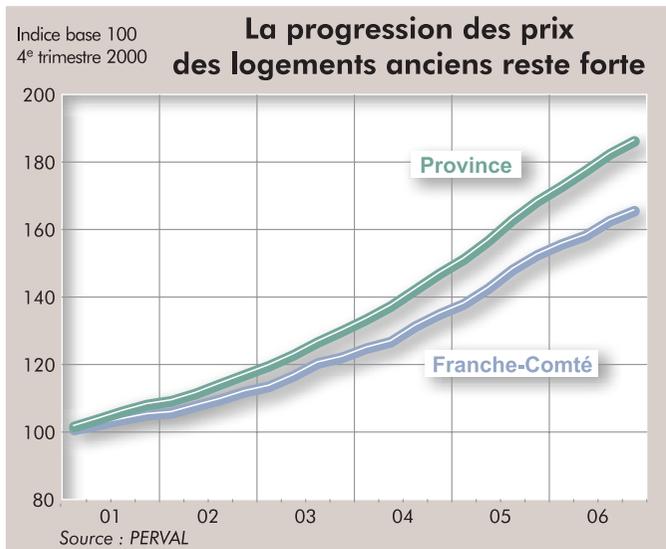
automobile devraient ainsi se traduire par une concentration des entreprises, afin de leur permettre d'atteindre une taille critique pour conserver les marchés constructeurs. Cette situation n'est pas sans rappeler celle qui se dessine dans la filière aéronautique. Ensuite, la hausse des créations d'entreprises se traduit généralement par une progression des défaillances quelques années plus tard. En Franche-Comté, 60% des entreprises sont

actives cinq ans après leurs créations. Ainsi, la hausse de 25,4% des défaillances d'entreprises de la construction est probablement le reflet de la hausse de 54,7% des créations entre 2001 et 2006. En revanche, il semble peu probable que les décalages existant entre les dates de publications et les dates de jugement aient joué un rôle.

En effet, si elles ont conduit à minorer les défaillances en 2005 d'un quartaine d'unités, il semble que l'écart est encore plus important en 2006. La hausse des défaillances d'entreprises, bien qu'importante, ne doit pas faire oublier qu'elles ne représentent qu'une fraction des cessations d'entreprises, dont la majeure partie a lieu à la suite du départ à la retraite du chef d'entreprises.

Les créations d'entreprises se stabilisent à un haut niveau





dans l'industrie que dans les autres secteurs. Fin décembre 2006, l'emploi salarié privé (hors agriculture, intérim et énergie) est en hausse de 0,1% sur un an au niveau régional, après une baisse de 0,2% en 2005. Le recul de l'emploi industriel s'atténue (- 2,7% sur un an après - 3,5% en 2005). Le fort repli des effectifs dans le secteur automobile est partiellement compensé par l'amélioration

Amélioration du marché du travail

enregistrée dans les biens d'équipements. Le dynamisme de la construction s'amplifie (+3,5% après +3,0% en 2005). Ce bon résultat est à mettre au compte des travaux publics. En effet, la progression des effectifs salariés atteint 2,6% dans le bâtiment, et 7,3% dans les travaux publics. L'effet des grands chantiers est cependant incomplètement pris en compte dans les données de l'emploi. En

La baisse du nombre de demandeurs d'emploi s'accélère

	Demandeurs d'emploi		Part dans les demandeurs d'emploi (%)			
	Nb total au 2/28/2007	Évolution sur 1 an (%)	Femmes	Moins de 25 ans	50 ans et plus	Ancienneté sup. à 1 an
Doubs	16 994	- 11,3	47,1	17,4	14,2	28,2
Jura	6 383	- 10,7	50,6	17,4	16,6	23,8
Haute-Saône	7 309	- 7,0	49,9	21,9	15,7	28,9
Territoire de Belfort	5 961	- 8,3	44,8	17,5	15,7	33,6
Franche-Comté	36 647	- 9,9	47,9	18,3	15,2	28,4
France	2 139 907	- 10,5	48,2	16,9	15,5	28,5

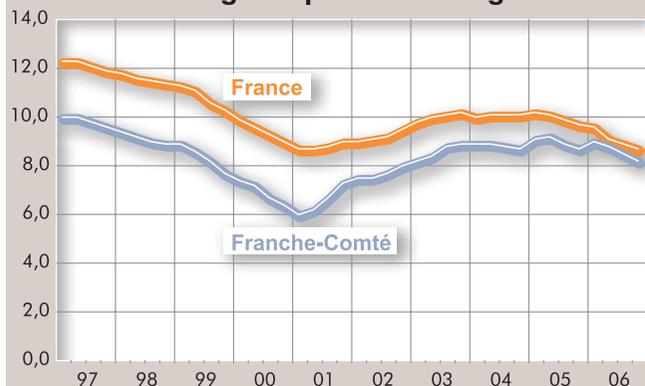
Source : ANPE - Champ : DEFM de catégorie 1 (données brutes)

effet, de nombreux établissements travaillant sur les chantiers de la région sont localisés en dehors de la région, les embauches réalisées localement par ces établissements ne sont donc pas prises en compte dans les statistiques franc-comtoises. La croissance de l'emploi dans le secteur tertiaire se poursuit au même rythme (+1,5%). Néanmoins, phénomène inhabituel, l'emploi est resté stable dans ce secteur au dernier trimestre de l'année. Toutes activités confondues, les effectifs salariés progressent de 0,9% dans le Territoire de Belfort

après plusieurs années de repli. Ils augmentent de 0,3% en Haute-Saône et restent quasiment stables dans le Doubs. Le Jura est le seul département à enregistrer un recul de ses effectifs salariés (- 0,3%). La baisse du nombre de demandeurs d'emploi (DEFM 1) s'amplifie, sous l'effet de départs en retraite plus nombreux. Avec 36 600 demandeurs d'emploi, elle atteint 9,9% sur un an à la fin février dans la région. Elle est maintenant comparable à celle observée au niveau national (- 10,5%). 28,4% d'entre eux sont au chômage depuis plus d'un an, proportion proche de

celle observée en moyenne en France. Si on ajoute les demandeurs d'emploi immédiatement disponibles et à la recherche d'un travail temporaire, d'un CDD ou d'un travail à temps partiel (catégories 2 et 3), le recul du nombre de demandeurs d'emploi atteint 10,5% dans la région, contre une baisse de 11,2% au niveau national. Au total, on compte 48 000 demandeurs d'emploi, en Franche-Comté, appartenant à une de ces trois catégories. Le nombre de demandeurs d'emploi non immédiatement disponibles (catégories 6, 7 et 8), recule également de près de 10% dans la région. Au

Léger repli du chômage



Source : INSEE - Données CVS

Du fait du report à l'automne 2007 du calage annuel sur les résultats de l'enquête emploi, la série trimestrielle de chômage BIT publiée par l'INSEE reste provisoire. En 2006, cette série traduit essentiellement les variations du nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois de catégories 1, 2 et 3 hors activité réduite, inscrits à l'ANPE.

niveau national, la baisse est plus modérée (-4,1%).

Parallèlement à ce recul, on assiste à une forte hausse des demandeurs d'emplois de catégories 4 et 5, qui regroupent notamment les chômeurs bénéficiant d'un stage ou d'un contrat aidé et ceux en congés maladies. Leur nombre avait ainsi progressé de près de 18% en 2006.

Fin juin 2006, le taux de chômage régional au sens du BIT s'établit à 8,1%, en baisse de

0,5 point sur un an. Au niveau national il se replie de 1,0 point à 8,6% (1).

Patrice Perron

(1) Ces chiffres sont néanmoins à prendre avec précaution. Le recalage réalisé habituellement par l'INSEE en mars n'a pas eu lieu en 2007. Des investigations sont en cours au niveau national pour analyser les différences observées entre les données de l'ANPE et les résultats de l'enquête emploi. Le recalage aura ainsi lieu à l'automne 2007.

Hiver doux, croissance douce

En 2006, la France a bénéficié d'un environnement international porteur, sans qu'elle puisse en tirer tout le parti qu'elle pouvait escompter. La croissance dans la zone euro a été supérieure à celle de la France (+2,8% contre +2,1%). La consommation des ménages est demeurée la vraie locomotive de l'activité hexagonale même si elle a davantage profité aux importations qu'à la production manufacturière nationale. L'investissement des entreprises a augmenté de 4,6%, ce qui reste loin des résultats enregistrés habituellement en début d'un cycle de croissance. Les exportations ont progressé en moyenne de 6,2% sur l'année, grâce à l'amélioration de la demande allemande. Au début de 2007, l'environnement international est moins porteur. La crise immobilière aux États-Unis, une croissance modérée au

Japon et l'impact des hausses de fiscalité sur les demandes internes allemande et italienne ne devrait pas permettre à la production industrielle d'accélérer sensiblement. La consommation des ménages devrait croître en ligne avec les revenus, tandis que l'investissement en logement devrait ralentir à nouveau. La douceur de la météo durant l'automne et l'hiver a entraîné un recul de la consommation énergétique, qui devrait revenir à ses niveaux habituels au printemps. La croissance devrait augmenter doucement (+0,5% au 1^{er} trimestre puis +0,6%). 110 000 emplois seraient créés au cours des six premiers mois, ce qui devrait permettre au chômage de poursuivre son recul, dans un contexte de moindre progression de la population active.

D'après la note de conjoncture de mars 2007

2005				2006				2007		2005	2006	
T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2			
+0,1	-0,1	+0,7	+0,2	+0,5	+1,1	+0,1	+0,7	+0,5	+0,6	+1,2	+2,1	Produit Intérieur Brut (100%)
+0,9	+0,9	+2,6	+3,2	+0,9	+3,2	-0,7	+0,2	+0,8	+1,1	+6,5	+7,1	Importations (28%)
+0,5	+0,0	+0,9	+0,6	+0,9	+0,7	+0,6	+0,5	+0,7	+0,9	+2,2	+2,7	Dépenses de consommation des ménages (54%)
+0,2	+0,0	+0,6	+0,1	+0,6	+0,6	+0,4	+0,7	+0,5	+0,5	+1,1	+1,9	Dépenses de consommation des administrations* (24%)
+1,0	+0,6	+1,9	+0,7	+0,3	+1,8	+0,6	+1,6	+0,8	+0,6	+3,7	+4,0	FBCF** totale (19%)
												dont :
+0,7	+0,1	+2,5	+0,9	-0,2	+2,4	+0,9	+2,1	+0,9	+0,7	+3,8	+4,6	Entreprises non financières (11%)
+0,8	+1,4	+0,5	+0,6	+0,7	+0,6	+0,6	-0,1	+0,4	+0,3	+4,1	+2,5	Ménages (5%)
-0,5	+0,2	+3,5	+0,8	+3,0	+1,4	-1,1	+0,9	+0,3	+0,6	+3,3	+6,2	Exportations (29%)
												Contributions :
+0,5	+0,1	+1,0	+0,5	+0,7	+0,9	+0,6	+0,7	+0,7	+0,8	+2,2	+2,7	Demande intérieure hors stocks
+0,1	+0,0	-0,5	+0,5	-0,8	+0,9	-0,3	-0,2	+0,0	+0,0	+0,0	-0,3	Variations de stocks
-0,4	-0,2	+0,2	-0,8	+0,6	-0,6	-0,1	+0,2	-0,2	-0,2	-0,9	-0,4	Commerce extérieur

Prévision

* Dépenses de consommation des administrations publiques et des instituts sans but lucratif au service des ménages

** Formation brute de capital fixe

Entre parenthèses : poids en 2000

Source : INSEE

www.insee.fr
insee-contact@insee.fr
0 825 889 452 (0,15€/mn)

INSEE Franche-Comté « le Major »
83, rue de Dole - BP 1997
25020 BESANÇON Cedex
Tél : 03 81 41 61 61
Fax : 03 81 41 61 99
Directeur de la publication :
Didier Blaizeau
Rédacteur en chef :
Patrice Perron
Mise en page :
Maurice Boguet, Yves Naulin

© INSEE 2007 - dépôt légal : avril 2007